

"La taille de l'Europe" dans Le monde du travail (19 mai 1967)

Légende: Le 19 mai 1967, balayant les arguments développés trois jours plus tôt à Paris par le général de Gaulle, président de la République française, dans sa conférence de presse, *Le monde du travail*, publié par la Fédération provinciale liégeoise du parti socialiste belge (PSB), plaide pour une adhésion du Royaume-Uni aux Communautés européennes.

Source: *Le monde du travail*. 19.05.1967. Liège.

Copyright: (c) Le Monde du Travail

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_taille_de_l_europe"_dans_le_monde_du_travail_19_mai_1967-fr-7133acc9-e69d-4b37-a8b3-622b107092f1.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

La taille de l'Europe

par Albert Housiaux

La température étant celle qu'elle est, c'est-à-dire de saison, le général de Gaulle a décidé de jouer les saints de glace au cours de sa conférence de presse, dans la partie de son exposé relative à la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Bien malin qui dira s'il s'agit d'une forte position de début de négociation ou de l'affirmation à peine nuancée de la volonté de la France d'empêcher l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE en multipliant et en gonflant à plaisir les difficultés.

Que valent les arguments développés, qui tendent à montrer que ces difficultés seront « formidables », en donnant à ce mot sa force originelle, car le président de la République française est puriste ? Le premier consiste à opposer les pays continentaux à la puissance insulaire et à constater que l'antagonisme du passé qui opposait la France à l'Allemagne les porte à présent à s'appuyer mutuellement ...

Il s'agit là d'un paradoxe qui consisterait à affirmer que les liens forgés par deux guerres menées en commun sont moins forts que ceux tissés par la volonté mutuelle de se détruire ...

Après ce hors-d'œuvre littéraire trois problèmes sont évoqués.

Tout d'abord le problème agricole, qui obligerait les Britanniques à élever sérieusement le prix de leur alimentation.

On sait qu'il en a été de même pour les six pays du Marché commun où la valorisation des produits agricoles, voulue principalement par la France, est la cause essentielle de la hausse du coût de la vie au cours de ces dernières années au sein de la CEE.

S'il est exact que la Grande-Bretagne ne demande que de pouvoir bénéficier ici d'une période de transition vraisemblablement égale à celle qui a permis aux Six de s'adapter, on voit mal pourquoi on s'opposerait à une revendication aussi naturelle.

La circulation libre des capitaux dans le Marché commun est ensuite opposée à la réglementation à la sortie imposée par la Grande-Bretagne.

Il est exact que ce pays pénalise par taxation les capitaux à l'exportation; mais n'est-il pas vrai aussi que la France elle-même soumet à autorisation préalable toute exportation de capitaux dépassant deux millions de francs français ?

Restent alors, toujours sur le plan monétaire, deux objections, la première opposant la stabilité des monnaies des Six à la précarité de la livre-sterling, la seconde considérant comme peu acceptable que la livre joue internationalement un rôle important comme monnaie de réserve.

Il est évident qu'a s'agit là d'arguments de valeur, mais, pour ce qui est de la précarité de la livre, peut-on rappeler que la petite Europe n'aurait jamais vu le jour en 1957 si l'on avait attendu le moment d'une meilleure solidité des francs français et italien, fort chancelants à l'époque ?

Pour ce qui est, enfin, de la monnaie de réserve, on peut tout aussi brillamment défendre que le rôle international de la livre sterling constitue un apport largement positif à la CEE par l'extension qu'il pourra apporter à celle-ci dans ses contacts avec le monde.

Les objections faites sont donc peut-être « formidables » mais sont certainement discutables. En vérité, il s'agit de faire option. Il est vrai qu'il a fallu dix ans au Marché commun pour établir entre les Six des équilibres minutieux. Il est important que ces équilibres ne puissent être compromis par le passage de six à dix, car la Grande-Bretagne tire, accrochés à son char, trois pays tout aussi désireux d'adhérer : l'Irlande, la Norvège et le Danemark. Il est vrai aussi que plusieurs autres pays européens visent à l'association. Tout

cela montre, positivement, l'attrait et la réussite de la CEE. Mais les termes de l'option ne sont pas commandés par la réussite du passé mais bien par la taille de l'Europe de l'avenir, qui, seule, pourra lui permettre de jouer un rôle égal à celui des États-Unis et de l'URSS.

La taille des Six réunis est-elle suffisante ?

Il ne semble vraiment pas qu'on puisse l'affirmer. Quand on sait, par exemple, que dans le seul domaine de l'électronique, les USA exportent 85 pour 15 à la CEE, on mesure le chemin à parcourir dans ce domaine essentiel.

Le retard technologique de l'Europe est considérable. Seule l'association la plus large et une planification sélective permettraient de la remettre en selle pour lui permettre de participer valablement au grand Tiercé mondial.

Tel est l'enjeu, déterminant pour l'avenir.

Dès lors, il importe d'affirmer que la CEE se doit à elle-même et aux populations des six pays qui la composent de mener une négociation dure pour défendre ses intérêts légitimes mais que, finalement, on aboutisse équitablement à l'extension du Marché commun pour lui donner la taille suffisante au rôle mondial que doit jouer l'Europe dont la vocation tierce sera élément de paix, d'équilibre et de culture.